

Union européenne/

“Les citoyens aspirent à prendre le contrôle des décisions de l’UE”



La Conférence sur l'avenir de l'Europe s'est ouverte le 9 mai dernier pour une durée de deux ans. Yves Bertoncini, président du Mouvement européen-France (MEF)*, revient sur les enjeux de cette expérience de démocratie participative menée simultanément dans les 27 pays membres de l'Union.

Comment résumer l'ambition de la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui vient d'être lancée ?

➔ Il s'agit d'une initiative du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne, qu'on doit à une impulsion de la France. Elle doit, en théorie, durer deux ans et donner la parole aux citoyens des Vingt-Sept, leur offrir un espace d'expression. Ces derniers pourront, grâce à la plateforme futureu.europa.eu, s'informer, faire des propositions et surtout confronter leurs attentes sur l'Europe de demain, y compris grâce à la traduction simultanée. Transition écologique, justice sociale, emploi... C'est une opportunité pour chacun d'avoir voix au chapitre et de s'interroger : « Comment, en tant qu'individu, je peux

peser et influencer sur les politiques européennes ? » C'est une véritable expérience de démocratie participative.

À condition que l'avis des citoyens soit entendu, au risque d'accroître la défiance à l'égard de l'UE ?

➔ Les institutions s'engagent à écouter les Européens et à prendre en compte leurs aspirations, même si certaines sont contradictoires... La forte hausse de la participation électorale lors des dernières élections européennes (50,66 % en 2019, contre 42,61 % en 2014) témoigne d'une envie d'Europe de la part de ses citoyens. Mais aujourd'hui, ils ne veulent plus seulement en être les spectateurs : ils veulent en être les acteurs ! Pour le MEF, il est urgent de renforcer la démocratie européenne et de rendre l'UE plus accessible pour ses citoyens. Nous demandons, par exemple, plus de transparence dans les processus décisionnels. Les citoyens veulent prendre le contrôle des décisions de l'UE. C'est aussi pourquoi nous demandons que la société civile organisée et les partenaires sociaux soient étroitement associés à la gouvernance et au suivi de la Conférence.

Cette initiative est-elle suffisante pour répondre aux inquiétudes exprimées par les citoyens ?

➔ Non. Il faut aussi faire vivre une Europe plus sociale, rendre effectives les dispositions de la Charte sociale européenne ou la Garantie européenne pour la jeunesse (*lire l'encadré*). Il est important que l'Europe corrige socialement les effets des mesures libérales qu'elle met en place, au risque d'amplifier les incompréhensions entre les citoyens des différents États membres. Certaines des réponses économiques et sociales apportées par l'UE durant la crise sanitaire vont dans le bon sens.

C'est-à-dire ?

➔ Nous avons observé deux phénomènes avec la pandémie : un réflexe émotionnel national et un réflexe rationnel européen. Si la première tendance a été le repli sur soi, très vite, l'intérêt collectif a pris le dessus. La santé n'est pas une compétence de l'UE, ce qui explique la lenteur de sa réaction initiale. Mais, dans l'ensemble, les réponses n'ont pas tardé, que ce soit avec la création du dispositif de chômage partiel SURE (*Support to Mitigate Unemployment Risks in an Emergency*), les 750 milliards d'euros du plan de relance européen ou les négociations pour l'accès aux vaccins. Ce sont des grandes premières. Chaque crise que l'Union européenne traverse la rend plus forte, même si elle dégrade temporairement son image. Face à la crise pandémique, les États-Unis de Donald Trump n'ont pas été solidaires, le Royaume-Uni a fait preuve d'égoïsme et la Chine continue à étendre son influence. L'UE boxe encore en dessous de sa catégorie de poids au niveau international, il est temps qu'elle muscle son jeu, d'autant que la situation géopolitique évolue rapidement. C'est aussi l'un des enjeux centraux de la Conférence dédiée au futur de l'Europe. ●

Propos recueillis par Guillaume Lefèvre

* Le Mouvement européen-France est une association engagée sur les enjeux européens. Elle compte environ 3 000 adhérents.